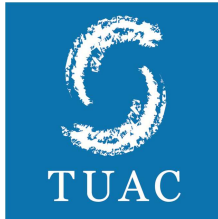


(INSÉRER L'EN-TÊTE DE VOTRE ORGANISATION°)



**Commission syndicale consultative auprès
de
l'Organisation de coopération et de
développement économiques**
◆◆
Confédération syndicale internationale



Résultats de la réunion des ministres des Finances du G20 (Paris, 18-19 février)

Monsieur/Madame le Ministre,

(Nom de l'organisation affiliée) vous écrit conjointement avec la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) pour vous faire part de sa profonde préoccupation devant l'échec des récentes réunions des ministres des Finances du G20, qui n'ont abouti ni aux recommandations nécessaires pour assurer une reprise durable et réduire les niveaux actuels de chômage, ni à des propositions en matière de régulation financière pour éviter une nouvelle crise.

Le communiqué publié à l'issue de la dernière réunion des ministres des Finances du G20 (Paris, 18-19 février), qui n'évoque la question de l'emploi qu'en deux mots, n'a manifestement pas pris la mesure de l'importance de l'emploi et des inégalités comme indicateurs déterminants de déséquilibres externes, tant à l'intérieur d'un même pays que d'un pays à un autre. Il ne propose en outre aucune mesure importante dans le domaine de la réglementation financière ou de la lutte contre les déficits de financement international en matière de développement, de changement climatique ou de dépenses publiques essentielles.

Cette situation contraste fortement avec la reconnaissance, lors des trois sommets du G20 à Washington, Londres et Pittsburgh, de la nécessité d'une forte augmentation de la demande globale tirée par les salaires pour permettre la reprise économique et de mesures visant à empêcher une nouvelle mainmise des marchés financiers sur la politique économique. Nous avons été extrêmement déçus de constater que les ministres des Finances du G20 ont apparemment ignoré la détresse exprimée par des travailleurs privés d'emploi, d'un travail décent ou d'une protection sociale. Nous sommes profondément troublés par ce décalage manifeste entre, d'un côté, les dirigeants du G20 ainsi que les ministres du Travail et du Développement et, d'un autre côté, l'attitude des ministres des Finances. L'emploi et des salaires justes jouent un rôle central dans la relance économique durable en évitant un effondrement du tissu social (notamment dans les pays où l'on observe un taux élevé de chômage chez les jeunes) ainsi que les inégalités sources de fragilisation et de

déstabilisation qui ont été à l'origine de la dernière crise et risquent d'en entraîner une nouvelle.

Si nous reconnaissons la nécessité d'une consolidation budgétaire, nous estimons qu'elle doit s'opérer graduellement et au moyen d'une croissance basée sur l'emploi. La politique qui prône le recours quasi exclusif à une réduction des dépenses publiques, et ce, malgré les effets négatifs manifestes sur l'emploi, la croissance, les inégalités et l'exclusion sociale, nous semble imprudente et vouée à aggraver l'agitation sociale. Les attaques portées aux salaires et aux droits de négociation, qui constituent les véritables instruments économiques de la répartition des richesses dans un contexte où les écarts de salaires se creusent dans presque tous les pays, ont un effet destructeur sur le plan socio-économique. Elles feront basculer dans l'opposition ces travailleurs et les syndicats qui ont utilisé ces mêmes droits pour sauver de nombreuses entreprises au début de la crise.

Les gouvernements des pays du G20 doivent prendre des mesures coordonnées et conjointes pour favoriser l'emploi et pour suivre et évaluer les résultats obtenus. Ces mesures s'avèrent nécessaires pour éviter une reprise économique sans emplois et comptent parmi les promesses formulées par les dirigeants lors des sommets de Londres et de Pittsburgh. Nous avons également cru comprendre qu'elles figurent au programme du président français, qui dirige cette année les travaux du G20. Les ministres du Travail et du Développement ne pourront, à eux seuls, concrétiser ce projet et nous vous demandons instamment de prendre vos responsabilités essentielles à cet égard.

La crise a marqué l'échec du modèle de croissance du « consensus de Washington » et il nous faut des dirigeants politiques capables d'envisager un nouveau modèle de croissance. Le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT, qui constitue une approche intégrée des mesures aussi bien axées sur l'offre que sur la demande et qui a été adopté par les dirigeants du G20 à Pittsburgh, nécessite à présent un investissement important.

C'est aussi le cas pour l'implication dans le *Mutual Assessment Process* (Processus d'évaluation mutuelle ou MAP) de l'OIT, avec pour mandat et compétence la prise en compte de l'emploi et de la protection sociale parmi les indicateurs permettant d'évaluer les politiques économiques du G20 et la définition des actions correctives nécessaires. Outre leur incidence sur la consommation et donc, sur les balances commerciales, les salaires et les niveaux d'emploi sont intimement liés aux causes sous-jacentes de la crise en ce qui concerne les déséquilibres entre la consommation et l'épargne dans les pays qui enregistrent des excédents importants et, de manière générale, l'aggravation des écarts entre la rémunération du travail et celle du capital qui, à son tour, joue sur la demande globale.

Dans le cadre de la présidence française du G20, il est par conséquent essentiel que la prochaine réunion des ministres des Finances du G20, prévue les 14 et 15 avril à Washington et que la conférence très attendue du G20 sur la cohérence, le 23 mai à Paris, reconnaissent la nécessité d'aborder toutes ces questions. Les ministres des Finances doivent se réunir et travailler en partenariat avec leurs homologues chargés du Travail afin de coordonner leurs agendas respectifs, avec les représentants des syndicats des travailleurs les plus touchés, afin de lutter contre la crise. Il est essentiel d'établir un groupe de travail du G20 sur l'emploi, incluant des représentants des ministères du Travail et des Finances du G20 et des ministères du

Développement, dans les pays qui en sont dotés et, dans sa forme la plus large, des représentants des partenaires sociaux des pays du G20.

S'agissant de la question des ressources précédemment mentionnée, nous saluons l'allusion du communiqué des ministres des Finances du G20 à des « taxes systémiques », que nous interprétons comme faisant référence, entre autres, à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières. Cela nous apparaît comme un impératif économique et moral dans la mesure où de tels prélèvements détourneraient des ressources d'activités de spéculation improductives tout en produisant des ressources pour la création d'emplois décents ainsi que le développement et la lutte contre le changement climatique. À cet égard, nous demandons au président Sarkozy d'organiser une conférence internationale sur cette question pendant sa présidence du G20, en vue de mobiliser davantage d'appuis et d'entreprendre des travaux sur la forme concrète que pourrait revêtir une telle taxe.



Si la dernière réunion des ministres des Finances du G20 a débouché sur des avancées positives en matière de régulation financière, concernant notamment les groupes financiers trop gros pour faire faillite (« too big to fail »), les divers organes de régulation nationaux jouissent encore d'un pouvoir excessif, exacerbant par-là même le risque d'écarts majeurs et potentiellement dangereux entre les pays.

Les ministres n'ont, en outre, pas donné le moindre signe de la détermination requise pour endiguer la culture obscène et destructrice des bonus, qui a, la première, conduit le monde à la crise. Des mesures plus énergiques sont également nécessaires pour lutter contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale des entreprises, ainsi que des réformes concernant la gouvernance du Conseil de stabilité financière.

Le G20 est confronté à un défi de taille en matière d'emploi mondial en 2011. Si les gouvernements du G20 ne parviennent pas à trouver un accord sur des mesures significatives, les inégalités et le chômage ne feront que s'aggraver, entraînant dans leur sillage des troubles sociaux et d'autres protestations. Il apparaît clairement que le chômage et les inégalités ont joué un rôle moteur dans les bouleversements qui se sont produits au Maghreb et au Moyen-Orient, et même les démocraties établies doivent tenir compte du mécontentement croissant de toute une génération de jeunes menacés par un avenir sans emplois décents. Les syndicats et leurs adhérents ont soutenu l'appel en faveur de mesures de relance financées par les impôts des contribuables. Le fait que ces mesures aient largement contribué à renflouer le secteur financier, qui dicte à nouveau complètement les règles du jeu, et que des mesures d'austérité, également à la charge des contribuables, soient de nouveau réclamées, nourrit une colère grandissante. À la lumière des conclusions décevantes et inadaptées qui ont été adoptées par les ministres des Finances du G20, d'importants efforts s'avèrent à présent nécessaires pour compenser l'échec de la réunion de Paris le mois dernier.

Des courriers similaires seront envoyés par les syndicats aux ministres des Finances du G20 et nous espérons que, grâce à vos efforts pour développer une coordination mondiale et aux recommandations que vous adresserez aux dirigeants du G20, les prochaines réunions des ministres des Finances du G20 intégreront davantage ces questions.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur/Madame le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

<p>Sharan Burrow</p>  <p>Secrétaire général Confédération syndicale internationale</p>	<p><i>(Secrétaire général ou président de votre organisation)</i></p>	<p>John Evans</p>  <p>Secrétaire général Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE</p>
---	---	--

